



Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad

Islamabad, le 28 mars 2025

Pakistan : Veille économique du 28/03/2025

Le gouvernement pakistanais et le FMI ont convenu d'un accord au niveau des services (SLA) concernant la 1^{ère} revue du FMI au titre du programme de la Facilité élargie de crédit.

Le FMI appelle au maintien des efforts de l'Etat pakistanais dans quatre directions : assainissement budgétaire, politique monétaire, réforme énergétique, diverses réformes structurelles.

Engagement du FMI sur un nouveau programme de 28 mois d'une valeur de 1,3 Md USD concernant la « Facilité de résilience et de durabilité (acronyme RSF en anglais) ».

La 1^{ère} revue du FMI et le programme du RSF ne seront présentés au Conseil d'administration qu'en juin prochain et sous conditions budgétaires.

L'agence fédérale de collecte des impôts (le FBR) reconnaît qu'elle n'est pas arrivée à intégrer tous les commerçants du pays dans son système.

L'indice d'activité de la grande industrie a reculé de 1,8 % au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire.

Le gouvernement pakistanais et le FMI ont convenu d'un accord au niveau des services (SLA) concernant la 1^{ère} revue du FMI au titre du programme de Facilité élargie de crédit.

La mission du FMI indique dans un communiqué de presse qu'elle considère que les gouvernements pakistanais (le gouvernement d'Intérim de Anwaar-ul-Haq Kakar - août 2023, mars 24- et le gouvernement de M. Shehbaz Sharif depuis mars 2024) ont effectué au cours des 18 derniers mois d'importants progrès dans la restauration de la stabilité macroéconomique et du rétablissement de la confiance. Alors que la croissance économique demeure modérée (croissance annuelle estimée à 3% cette année budgétaire par le FMI), l'inflation (-1,5 % en g.a.) a diminué pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2015, les conditions financières se sont améliorées, les écarts de taux souverains se sont considérablement resserrés et le solde extérieur est plus contenu.

Le communiqué du FMI ([Pakistan: End-of-Mission Statement on the First Review for the 37-month Extended Arrangement under the Extended Fund Facility \(EFF\) and on discussions for an Arrangement under the Resilience and Sustainability Facility \(RSF\)](#)) met l'accent sur « le risque de dérapages » qui pourraient être tout d'abord liés à des pressions visant à assouplir les politiques (notamment fiscales). Des chocs d'origine géopolitiques pourraient également impacter les prix des produits de base, les conditions financières mondiales ou entraîner un protectionnisme qui pourrait affecter le pays. Le FMI invite le gouvernement à maintenir le cap et d'ancrer les progrès réalisés au cours des derniers mois en renforçant encore les finances publiques, en assurant la stabilité des prix, en reconstituant les

réerves extérieures et en éliminant les distorsions afin de favoriser une croissance plus forte, inclusive et soutenue du secteur privé.

Le FMI appelle au maintien des efforts de l'Etat pakistanais dans quatre directions principales.

1- Assainissement budgétaire.

Le FMI considère (i) que les autorités pakistanaises sont sur la bonne voie pour atteindre un excédent primaire sous-jacent d'au moins 1 % du PIB pour l'exercice budgétaire 2025 et (ii) qu'elles se sont engagées à poursuivre l'assainissement du pays pendant l'exercice budgétaire 2026. Le FMI se félicite du fait que le gouvernement ait préservé le Programme de soutien du revenu de Benazir (BISP) pour les plus pauvres sans en augmenter le poids budgétaire et que le gouvernement se soit engagé à baisser le coût budgétaire de la dette circulaire de l'électricité.

Le FMI reconnaît les efforts effectués pour élargir l'assiette fiscale et il prend acte du fait que les quatre provinces ont modifié leurs régimes d'impôt sur le revenu agricole, il en souhaite la mise en œuvre efficace au cours de l'année budgétaire 2025-2026. Le FMI constate que les autorités pakistanaises demeurent également déterminées à améliorer la gestion des finances publiques, à assurer la transparence des dépenses par le biais du système électronique pakistanais d'acquisition et de cession (e-PAS) et à développer des outils pour mieux gérer la dette.

2- Politique monétaire.

Le FMI considère que l'impact des récentes baisses de taux de la Banque centrale (12%) sur l'investissement industriel n'est pas effectif à ce stade. Le FMI prend note du succès de la baisse de l'inflation (1,5% en g.a.) et considère que la cible annuelle de l'inflation ne doit pas dépasser les 5 à 7%. Le FMI retient de sa mission que le marché des changes est désormais pleinement fonctionnel pour soutenir la flexibilité du taux de change tout en reconstruisant les réserves de change (le FOREX est à 11,25 Mds USD en mars, un peu en dessous de 3 mois d'importations).

3- Réformes dans le secteur de l'énergie.

La mise en œuvre rapide par les autorités des ajustements tarifaires pour l'électricité et le gaz, ainsi que l'impact des réformes, ont contribué à réduire le stock et le flux de la dette circulaire du secteur, et, le FMI considère que ces deux sujets doivent rester prioritaires. Pour le FMI, il est nécessaire (i) de continuer à baisser les coûts de production et de transport (le réseau de transport devant être renforcé) ; (ii) de privatiser des entreprises de production inefficaces et (iii) d'accroître les énergies renouvelables dans l'energy-mix.

4- (autres) Réformes structurelles pour rendre l'économie plus efficace.

Cette dernière recommandation du FMI est composée d'éléments disparates visant l'amélioration de l'environnement des affaires. Il s'agit clairement du domaine où peu d'avancées ont été constatées à ce stade.

Il convient pour le FMI que (i) l'Etat mette en œuvre un cadre de gouvernance commun à toutes les entreprises publiques ; (ii) le Fonds souverain pakistanais soit mis en place ; (iii) que la lutte contre la corruption soit améliorée; (iv) les obstacles au commerce soient réduits; (v) les conditions équitables entre les investisseurs étrangers et les investisseurs domestiques soient favorisées.

Engagement sur un nouveau programme de 28 mois du FMI d'une valeur de 1,3 Md USD concernant la « Facilité de résilience et de durabilité » (acronyme « RSF » en anglais).

Les services du FMI indiquent que le programme du « RSF » servira à intensifier les efforts de réforme climatique pour réduire la vulnérabilité aux risques de catastrophes naturelles et renforcer la résilience climatique. Fondamentalement, les experts du FMI auront pour première priorité d'améliorer la planification budgétaire verte et d'intégrer des investissements verts essentiels.

Afin d'obtenir le soutien du programme RSF du FMI, les autorités pakistanaises se sont engagées à :

- (i) renforcer les processus d'investissements publics afin de prioriser au niveau du budget les projets qui améliorent la résilience aux catastrophes ;
- (ii) améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau, une politique inclusive de consommation de l'eau à toutes les catégories de la société, mettre en œuvre un mécanisme de tarification solide et durable dans ce secteur ;
- (iii) renforcer la coordination intergouvernementale en matière de financement post-catastrophes;
- (iv) améliorer l'architecture d'informations (notamment en matière de communication sur les risques liés au climat financier et corporatif);
- (v) promouvoir la mobilité verte afin d'atténuer les effets importants de la pollution atmosphérique et de ses impacts négatifs sur la santé.

La 1ère revue du FMI et le programme du RSF ne seront présentés au Conseil d'administration qu'en juin prochain et sous conditions budgétaires.

Le gouvernement pakistanais et l'équipe du FMI ont convenu que le « SLA » et le « RSF » ne seront présentés au conseil d'administration du FMI qu'après la présentation de la Loi de finances en début juin prochain. Comme il l'a fait par le passé, le FMI amènera peut-être l'assemblée nationale à revoir sa copie après une première lecture. Le ministre des finances a à ce propos indiqué qu'une équipe d'experts budgétaires arriveront prochainement à Islamabad pour conseiller le gouvernement dans la mise sur pied de sa loi de finances.

L'agence fédérale de collecte des impôts (Federal Board of Revenue - FBR) reconnaît qu'elle n'est pas arrivée à intégrer tous les commerçants du pays dans son système.

Le recensement (au travers du programme « Tajir Dost ») et l'intégration de tous les commerçants du pays n'a pas tenu ses promesses. Seulement 70 000 commerçants ont été enregistrés. Les 150 000 commerçants qui ne sont pas enregistrés n'ont pas été sanctionnés, malgré l'existence d'un service de renseignements par rapport aux contrevenants au sein de l'agence et malgré les amendes prévues dans le programme pour ces entreprises.

Le directeur général du FBR considère que cet échec est dû aux défaillances du système informatique du programme « Tajir Dost », il envisage de mettre sur pied un nouveau système d'enregistrement pour les commerçants et les grossistes.

M. Muhammad Naeem Mir, coordinateur en chef du programme « Tajir Dost » au sein du FBR affirme en revanche qu'aucun nouveau système n'est nécessaire, étant donné que le programme a dument identifié les contrevenants. Pour le coordinateur, il convient de prendre ses responsabilités et de poursuivre les personnes qui ont refusé de s'inscrire dans le système « Tajir Dost » et de leur faire payer 2,5 fois plus d'impôts que les entreprises inscrites, comme défini dans le cadre de la loi.

L'indice d'activité de la grande industrie a reculé de 1,8 % au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire.

L'indice d'activité des grandes industries (LSM) pakistanais pour le seul mois de janvier 2025 a affiché une baisse de 1,2% - il s'agit de son troisième recul mensuel consécutif constaté depuis novembre 2024. La croissance de la grande industrie pakistanaise des sept premiers mois de 2024/2025 est la plus faible depuis l'année 2020/2021. La grande production industrielle s'est contractée au cours de huit des dix derniers trimestres, reflétant un ralentissement prolongé.

AGENDA :

2 mars-31 mars : mois du ramadan

14-15 mai 2025 : [EU-Pakistan Business Forum \(Islamabad\)](#)

Juin 2025 : Mission de l'UE dans le cadre de la revue du statut SPG+ du Pakistan.

INDICATEURS	
Population (recensement 2023)	241,49 millions d'habitants
PIB (estimation au 30 juin 2024)	381,07 Mds USD contre 372 Mds USD (juin 2023) -estimations pakistanaises-
Croissance du PIB Année 2023/2024 Prévisions (2024/2025)	2,52 % (source pakistanaise) + 3,5 % (hypothèse retenue dans le budget) +3,2 % (hypothèse du FMI) +2,8% (hypothèse BASD) +2,3% (hypothèse Banque mondiale)
PIB par habitant	1680 USD (contre 1 586 USD au 30 juin 2023)
Taux de chômage	10,3 % en juin 2024 en g.a
Taux de chômage des jeunes	11,3% en juin 2024 en g.a
Taux de pauvreté (Banque mondiale, septembre 2023)	39,4 % des Pakistanais vivent en dessous du seuil de pauvreté
Indice des prix à la consommation En continu (février 2025) Prévisions (2024/2025)	1,5 % en g.a 9,2% (prévision FMI, rapport de sept. 2024)
Taux directeur banque centrale	12% (depuis le 27 janvier 2025)
Réserves de change	11,25 Mds au 6/03/25 (contre 11,8 Mds USD au 15/01/25)
Balance commerciale 2023/2024	-24,09 Mds USD (- 27,47 Mds USD en 2022/2023)
Compte courant (2022/2023)	-681 M USD (- 3,27 Mds USD en 2022/2023)
Dette publique (% PIB) 2023/2024 Dont Dette externe	291 Mds USD (83% du PIB) contre 207,7 Mds USD soit 73,2% du PIB en 2022/2023 130,1 Mds USD (contre 77,2 Mds USD en 2022/2023)
Transferts de fonds des émigrés année budgétaire 2024	30,3 Mds USD (27,3 Mds USD 2022/2023)
Flux d'IDE année budgétaire 2024	1,9 Md USD (+17% par rapport à 2023)
Indice de perception de la corruption 2024	135 ^{ème} /180 (137 ^{ème} /180 en 2023)